

Évaluation et réforme : l'OFP célèbre 10 ans d'engagement pour la bonne gouvernance

L'Observatoire de la fonction publique et de la bonne gouvernance (OFP) de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth (USJ) a organisé, en partenariat avec l'Unicef et SRM, une conférence intitulée « Évaluation et réforme : le Liban sur la voie d'un système national d'évaluation », placée sous le patronage du Premier ministre, Nawaf Salam, représenté par le vice-président du Conseil, Tarek Mitri. L'événement, marqué par la présence de nombreuses personnalités académiques, politiques et diplomatiques, a célébré le dixième anniversaire de l'OFP et présenté un film retraçant ses réalisations.

Dans la continuité du Forum national de 2024, la conférence a mis en lumière la cartographie réalisée en 2025 sur le système national d'évaluation au Liban, fondée sur des analyses approfondies et des consultations avec les acteurs publics et civils. Deux publications majeures en sont issues : une analyse du système d'évaluation et une cartographie des parties prenantes.

Les interventions ont rappelé le rôle essentiel de l'évaluation pour améliorer l'efficacité des politiques publiques, garantir la transparence et soutenir la réforme. Le recteur, père Salim Daccache, a souligné que l'évaluation est « un engagement citoyen et moral » et qu'elle doit devenir



Tarek Mitri intervenant à la conférence organisée par l'OFP.

une culture au sein de l'administration. Le directeur de l'OFP, Pascal Monin, a insisté sur la nécessité d'une vision nationale intégrée, tandis que le représentant de l'Unicef, Marcoluigi Corsi, a rappelé l'importance de l'évaluation pour répondre aux besoins des plus vulnérables.

Le vice-Premier ministre, Tarek Mitri, a salué le rôle de l'OFP tout en soulignant les obstacles politiques et institutionnels freinant la réforme. Il a mis en avant la transformation numérique, la réforme des ressources

humaines et le renforcement des organes de contrôle comme axes prioritaires.

Une table ronde a ensuite réuni plusieurs responsables autour des défis et perspectives d'un système national d'évaluation efficace. Ont pris la parole : le ministre Fadi Makki, la députée Halima Kaakour, le juge Georges Atieh, Ziad Moussa, Georges Labaki et Charbel Maroun. Les discussions ont été suivies d'une synthèse présentant les prochaines étapes du projet.